

**Note Conceptuelle**  
**Série de Profils Régionaux sur le Secteur Financier Africain**  
**Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)**  
**Jeudi 25 janvier 2024**  
**11h00 (Abidjan/GMT)/ 14h00 Addis-Abeba / EAT)**

## Contexte

En tant qu'espace monétaire commun à 8 pays d'Afrique de l'Ouest<sup>1</sup>, l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) est caractérisé par l'usage d'une monnaie commune, le Franc de la Communauté Financière Africaine (CFA) – FCFA (XOF), émise par une banque centrale commune, la Banque Centrales des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). En plus de la conduite de la politique monétaire dans l'Union, le rôle de la BCEAO consiste à assurer la réglementation des banques et établissements financier de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA). La BCEAO s'est, dans ce cadre, dotée d'un organe clé, la Commission bancaire de l'UMOA, chargée d'assurer la solidité et la sécurité du système bancaire, à travers le contrôle des établissements assujettis (banques, compagnies financières, systèmes financiers décentralisés et établissements de monnaie électronique) et la résolution des crises bancaires. La Commission bancaire veille également à la protection des déposants et contribue au maintien de la stabilité du système financier régional. Dans l'UEMOA, les systèmes financiers décentralisés (SFD) dont le niveau d'activités atteint un seuil de 2 milliards XOF (3,5 millions USD) d'encours de dépôts ou de crédits au terme de deux 2 exercices consécutifs, opèrent sous la supervision de la BCEAO et la Commission bancaire de l'UMOA. Les autres SFD en dessous de ce seuil d'activité sont supervisés par les Ministères en charge des Finances des différents pays membres. Le secteur des assurances est quant à lui régulé et supervisé par la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance (CIMA). La réglementation et de supervision des marchés de capitaux dans l'UMOA est assurée par l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA), précédemment connue sous le nom de Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF).

Le paysage financier de l'UMOA est dominé par le secteur bancaire qui détient environ 90% des actifs. Les institutions de microfinance, bien que représentant une part relativement faible du système financier de l'Union, contribue fortement à l'amélioration de l'accès au financement des PME et des ménages à faible revenu. En 2021, le système financier de l'UMOA comptait 131 banques, 23 établissements financiers à caractère bancaire, 208 SFD relevant de l'article 44 de

---

<sup>1</sup> Il s'agit des pays suivants : Bénin, Burkina, Côte-d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

la loi portant réglementation des SFD, 40 établissements de monnaie électronique et 121 compagnies d'assurance, dont 75 compagnies non vie et 46 dans le secteur vie.

Le secteur bancaire reste relativement concentré, les 3 plus grandes banques détenant plus de 50% des actifs bancaires dans la majorité des pays entre 2019 et 2020<sup>2</sup>. Entre 2020 et 2021, les crédits à la clientèle ont enregistré une hausse 12,5% pour atteindre 27 622 milliards XOF<sup>3</sup>, dont 54,5% pour les crédits à court terme et 36,6% pour les crédits à moyen terme. Cependant, les crédits à long terme ne représentent que 4,1% du total des crédits octroyés. La tendance est similaire au niveau des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), où les crédits ont augmenté de 16.4% par rapport à 2020 pour atteindre 1 562,5 milliards en 2021 dont 48.3% de crédit à court terme, 31.3% de crédits à moyens terme et 15.6% de crédits à long terme. En 2020, le crédit au secteur privé représentait environ 22% du PIB de la région.

En 2021, le taux brut de prêts non performants (PNP) bancaire a atteint 11,2 % du total des prêts soit une baisse importante comparée au niveau de 2006 (environ 20%). Même s'ils sont en baisse, les PNP restent encore élevés, faisant du risque crédit le risque le plus important auquel le système bancaire de l'UEMOA est confronté.

La capitalisation boursière, quant à elle, atteint 7560,177 milliards de FRCFA au 31 Décembre 2022 soit une hausse de 24% par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, la capitalisation du marché obligataire atteint même presque les 9000 milliards de FRCFA de capitalisation. Toutefois, les emprunts d'Etats représentent encore la majorité des émissions et les entreprises privés notamment les PME peinent encore à avoir accès au financement sur le marché financier régional.

Malgré un nombre élevé d'assureurs, le secteur de l'assurance demeure peu concurrentiel, avec un système de tarification peu avantageux pour la clientèle et une faible qualité de prestation. Même si l'inclusion financière au sein de l'UEMOA affiche une hausse, elle varie fortement d'un pays à l'autre<sup>4</sup> ; en outre, l'accès au crédit en lui-même est de seulement 8% dans la sous-région.

S'appuyant donc sur les succès des précédents webinaires sur les profils financiers nationaux, et du précédent dialogue régional sur le secteur financier de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Partenariat MFW4A organise en partenariat avec la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) un webinaire afin de présenter le profil régional du

---

<sup>2</sup> 2020: Ecobank, Société Générale et BOA ; 2021 : Ecobank, Société Générale et Coris Bank.

<sup>3</sup> Données provisoires

<sup>4</sup> Max: Senegal 56%; Min: Burkina Faso: 36% (Global Findex 2021)

secteur financier de l'UEMOA. Le partenariat Making Finance Work for Africa (MFW4A) a, au cours des dernières années, élaboré et mis à jour des profils du secteur financier de 50 pays africains. Ces profils fournissent des informations détaillées sur le secteur financier des pays en documentant les tendances récentes, les progrès, les défis et les opportunités pour un secteur financier plus profond.

## Objectifs

L'objectif de ce webinaire, organisé conjointement avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA), est donc de présenter le profil financier de l'UEMOA aux parties prenantes du secteur financier africain et à nos partenaires donateurs, et de faire le point sur l'état actuel du développement du secteur financier dans la région. Plus précisément, il vise à :

1. présenter les résultats du profil du secteur financier régional de l'UEMOA
2. discuter des résultats, échanger les points de vue, tirer des enseignements et dégager des bonnes pratiques en vue d'accélérer le développement du secteur financier pour une orientation politique éclairée.

## Agenda

La durée estimée de la session est de 90 minutes, y compris les questions-réponses, comme indiqué ci-dessous :

- Introduction et contexte (5 minutes)  
Mme. Ngone Diop, Directrice du Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest  
Mme. Marina Finken, MFW4A
- Présentation des résultats du profil financier de l'UEMOA (20 minutes)  
M. Alain Kpassokro, consultant MFW4A/BAD
- Panel (40 minutes)  
Modérateur : M. Issouf Soumaré, Professeur de finance, Université Laval  
Intervenants : M. Jean Yves Naka, BRVM  
Mme. Corinne Riquet, CGAP  
Expert Secteur Bancaire (à confirmer)
- Questions-réponses avec le public (20 minutes)
- Remarques finales et perspectives (5 minutes)  
M. Robert Lisinge, directeur de la Division du secteur privé et finance, CEA

## Participants

Le webinaire est ouvert aux banques centrales, aux acteurs et praticiens du secteur financier, y compris les institutions financières, les régulateurs, les ministères des finances, les banques multilatérales de développement, les Nations unies, la BAD, les chercheurs et les autres partenaires de développement intéressés par le secteur financier africain.

Pour s'inscrire : [https://afdb.zoom.us/webinar/register/WN\\_9fnHLdnXTQG\\_CZcKvb3rlg](https://afdb.zoom.us/webinar/register/WN_9fnHLdnXTQG_CZcKvb3rlg)

## Langue

L'événement se déroulera en français.

## À propos de

**Making Finance Work For Africa (MFW4A)** est une initiative multi-donateurs hébergée par la Banque Africaine de Développement (BAD). Le partenariat a été lancé en 2007 en reconnaissance du fait que le développement du secteur financier en Afrique nécessite une collaboration entre les Gouvernements Africains, les partenaires du développement, le secteur financier et d'autres parties prenantes afin de créer une synergie, d'éviter les doubles emplois et de maximiser l'impact sur le développement. Les bailleurs de fonds et donateurs de MFW4A comprennent la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank), la Banque Européenne d'Investissement (BEI), l'Agence Française de Développement (AFD) et le Currency Exchange Fund (TCX). La vision de MFW4A est de développer des systèmes financiers africains plus profonds, plus efficaces et plus stables, capables de stimuler une croissance inclusive et soutenue et des économies résilientes. La mission de MFW4A est de faire fonctionner le secteur financier en réponse aux défis les plus pressants de l'Afrique, y compris la pauvreté, l'inégalité du genre, le changement climatique et le chômage des jeunes.

Créée en 1958 par le Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies, la **Commission économique pour l'Afrique (CEA)** est l'une des cinq commissions régionales et a pour mandat d'appuyer le développement économique et social de ses États membres, d'encourager l'intégration régionale et de promouvoir la coopération internationale pour le développement de l'Afrique. La CEA joue un double rôle en tant qu'organisme régional de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et en tant que partie intégrante du paysage institutionnel régional en Afrique. La CEA a pour objectif de promouvoir un développement inclusif et durable à l'appui de l'accélération de la diversification économique et de la transformation structurelle de l'Afrique, conformément à l'Agenda 2030 pour le développement durable et à l'Agenda 2063. À travers la section Financements innovants et marchés de capitaux, elle vise à renforcer la capacité des États membres à approfondir les marchés financiers et à mobiliser des investissements à long terme pour le développement durable, en travaillant avec les équipes des Nations Unies et les partenaires au développement pour réaliser des projets innovants et avec impacts pour les gouvernements, les régulateurs, les institutions financières et le secteur privé en Afrique.